

REPUBLIQUE FRANCAISE  
 DEPARTEMENT DU CALVADOS  
 ARRONDISSEMENT DE CAEN  
 \*\*\*\*\*  
**COMMUNE DE OUISTREHAM**  
 \*\*\*\*\*

**EXTRAIT DE LA  
 SEANCE DU 14 JUIN 2021**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille vingt-et-un, le lundi 14 juin à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 8 juin, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAILL, maire de Ouistreham.

**Etaient présents :** Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Paul BESOMBES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUEDE, Christophe GSELL, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Fabienne LHONNEUR, Martial MAUGER, Matthieu BIGOT, Amélie NAUDOT, Raphaël CHAUVOIS, Pascale SEGAUD CASTEX, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, conseillers municipaux.

**Absents excusés / pouvoirs (P) :** Béatrice PINON (P. Mme LECHEVALLIER), Christophe NOURRY (P. Mme BÖRNER), Emmanuel TISON (P. Mme SEGAUD CASTEX).

**Secrétaire de séance :** Mme NAUDOT.

VOUS POUVEZ CONSULTER LE DOCUMENT NUMERIQUEMENT SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMUNE D'OUISTREHAM

**Urbanisme :**

**URBANISME ET FISCALITE INTERCOMMUNALE – TAXE D'AMENAGEMENT - SIGNATURE  
 DE LA CONVENTION POUR LE REVERSEMENT DU PRODUIT DE LA TAXE PAR LA CU**

DEL20210614_14	Présents : 26	Pouvoirs : 3	Abstentions :	Suffrages exprimés : 29	Pour : 29	Contre :
Annexe : -convention						

**Rapporteur : M. Chrétien - VU en C° finances du 10/06/2021**

L'article L.331-1 du code de l'urbanisme prévoit pour les communes et les intercommunalités la possibilité d'instaurer une taxe d'aménagement en vue de financer les actions et opérations en faveur de l'équipement et de l'aménagement durable du territoire. La taxe d'aménagement constitue ainsi non seulement un levier pour le financement des équipements mais également une opportunité dans la stratégie de l'aménagement du territoire à l'échelle communautaire.

Avec la création de la communauté urbaine (CU) au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la taxe d'aménagement a été instituée de plein droit au niveau de l'intercommunalité, en lieu et place des communes membres qui la percevaient directement jusqu'à présent et, par délibération du 23 novembre 2017, la CU a instauré un taux uniforme de taxe d'aménagement de 5% sur l'ensemble de son territoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par ailleurs, en cas de transfert de compétence fiscale des communes à l'EPCI, une délibération prévoit les conditions de reversement de tout ou partie de la taxe perçue par la communauté urbaine à ses communes membres compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences. En effet, si la CU est compétente, notamment en matière de création ou aménagement et entretien de voirie, de gestion des services d'intérêt collectif d'assainissement et d'eau, de distribution d'électricité, de nombreux équipements publics demeurent à la charge des communes membres (écoles, crèches, périscolaire...) ; il est donc pertinent que ces communes continuent de bénéficier d'une part importante du produit de la taxe d'aménagement qui leur permettra ainsi de réaliser des équipements publics.

Après consultation de la commission « administration générale, ressources humaines et finances » du 16 février 2021, la CU a pris une délibération en date du 18 mars 2021 afin de fixer les modalités de reversement du produit de la taxe d'aménagement aux communes membres, dans le cadre d'une nouvelle convention qui valide les décisions suivantes :

- d'une part, reverser aux communes 75% du produit de la taxe d'aménagement effectivement perçue sur les opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments de toute nature et les opérations d'aménagement soumises au régime des autorisations d'urbanisme situées sur le territoire communautaire ;
- d'autre part, dans les zones où la taxe est majorée, reverser en supplément aux Communes concernées la totalité du produit de cette taxe au-delà du taux de 5% dans le cadre de conventions de reversement signées entre chaque commune et la communauté urbaine.

Il appartient à la commune de prendre une délibération concordante.

En conséquence,

Entendu l'exposé et après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- ➔ ACCEPTE le principe du reversement au profit de la commune de Ouistreham d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la communauté urbaine Caen la mer sur le territoire communal au titre des autorisations d'urbanisme - opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments de toute nature, soumises au régime des autorisations d'urbanisme - délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- ➔ AUTORISE le maire à signer la convention jointe en annexe, relative au reversement par la CU à la commune de Ouistreham de 75% du montant de la taxe d'aménagement qu'elle aura perçue dans le cadre des opérations visées plus haut, conclue pour 1 an (jusqu'au 31/12/2021).

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE  
Romain BAIL



Affichée le 17 JUIN 2021  
Certifiée exécutoire le